

Séance ordinaire du
jeudi 22 juin 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix sept et le vingt-deux juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert COTTE ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE.

Convention constitutive de droits réels portant occupation du domaine public de la Ville de Montpellier relative à l'installation et à l'exploitation de centrales photovoltaïques

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis plus de vingt-cinq ans, la Ville de Montpellier s'est inscrite dans une politique volontariste en faveur des énergies renouvelables. Animée par la nécessité économique et l'impératif écologique que représentent ses actions au plan local, la Ville s'est engagée également, en février 2009, dans le pacte des maires d'Energie-Cités qui s'illustre au travers d'une convention européenne signée entre la ville et le parlement de Bruxelles, dont l'objectif est de réduire les émissions de CO2 de 20 % d'ici à 2020.

La Ville s'est notamment engagée en ce sens, en réalisant 5 groupes scolaires à énergie positive.

Dans l'optique de valoriser son patrimoine, et désireuse de poursuivre ces actions et répondre aux objectifs de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, la Ville, propriétaire de différents biens immobiliers relevant de son domaine public, souhaite, aujourd'hui, continuer activement la mise en œuvre de sa politique en faveur des énergies renouvelables en mettant à disposition certains bâtiments communaux afin de permettre la construction et l'exploitation de centrales photovoltaïques.

Ces projets se concrétiseront par l'installation d'ombrières photovoltaïques en couverture de différents parkings publics ainsi que l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture de différents équipements publics.

Pour ce faire, elle souhaite par le biais d'une convention portant occupation temporaire du domaine public, autoriser la Société Energie du Sud, opérateur pour les énergies renouvelables sur la Ville de Montpellier, à procéder à la construction et à l'exploitation de centrales photovoltaïques sur les bâtiments communaux. Cette occupation sera consentie pour une durée de trente années entières et consécutives à compter de la mise en service des équipements.

Ce conventionnement constitutif de droits réels au sens des articles L.1311-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, autorise l'opérateur à disposer d'un droit réel sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il réalise pour l'exercice des activités autorisées par la convention.

En contrepartie de l'occupation et de l'exploitation des centrales photovoltaïques, le bénéficiaire devra verser à la Ville une redevance annuelle d'occupation payable, à compter de la mise en service des centrales, calculée selon une formule basée sur la puissance électrique cumulée des centrales mises en service.

Enfin, les centrales et tous les aménagements accessoires effectués par le bénéficiaire restent sa propriété pendant toute la durée de la convention. A l'expiration de cette dernière, tous les équipements et aménagements reviendront de plein droit à la Ville.

Après plusieurs études menées par les services compétents de la Ville et concertations avec les élus, les équipements retenus pour la mise en œuvre des projets de centrales photovoltaïques, sont les suivants :

Pour les projets d'installation d'ombrières photovoltaïques :

- Parking du futur Bâtiment abritant les services du Protocole sis avenue Etienne Meul ;
- Parking du Centre Technique Municipal Garosud sis 3490 avenue Etienne Meul ;
- Parking du Gymnase Albert Batteux et du MUC rue François Joseph Gossec.

Pour les projets d'installation de toitures photovoltaïques :

- Futures Halles Laissac
- Futur bâtiment abritant les services du Protocole, avenue Etienne Meul ;
- Boulodrome Bernard Gasset sis 122 avenue Maurice Planès ;
- Centre Technique Municipal Garosud sis 3490 avenue Etienne Meul ;
- Gymnase Albert Batteux rue François Joseph Gossec ;
- Ecole élémentaire Marc Bloch sis 39 allée des Hauts de Montpellier ;
- Gymnase Georges Busnel sis rue des Razeteurs ;
- Gymnase Jean Bouin sis 70 avenue du Biterrois/Rue de la Narbonnaise ;
- Gymnase Micheline Ostermeyer sis Rue de las Sorbes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de convention constitutive de droits réels portant occupation temporaire du domaine public de la Ville de Montpellier, relative à l'installation et l'exploitation de centrales photo-voltaïques tel que jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 juin 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170622-6800-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/06/17
Réception en Préfecture : 29/06/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.